

ASSOCIATION FRANCOPHONE DE GÉOGRAPHIE PHYSIQUE



31 août 2017

Circulaire 32

Le nouveau Président de la République française Emmanuel MACRON et la Francophonie

L'actualité francophone très chargée en cette période de rentrée me conduit à vous joindre quelques extraits significatifs de la politique que le nouveau Président de la République entend poursuivre vis-à-vis de la francophonie.

Après le quinquennat de François HOLLANDE dénué de véritable défense de la francophonie, la déclaration d'intention faite devant les ambassadeurs de France avant-hier indique une volonté beaucoup plus affirmée de développement de la francophonie.

Le texte intégral du discours du Président de la République française est disponible sur le site www.elysee.fr/declarations/discours-du-president-de-la-republique

Bien cordialement,

Jean-Louis Ballais
Président

« ... Car l'Afrique n'est pas seulement le continent des migrations et des crises, c'est un continent d'avenir, c'est aussi, à ce titre, que nous ne pouvons pas le laisser seul face à ses défis démographiques, climatiques, politiques, nos entreprises, nos étudiants, nos chercheurs, nos artistes doivent s'y intéresser. Je me rendrai prochainement à Ouagadougou pour porter ce message, à travers la sécurité, le développement, la diplomatie, les liens économiques et l'innovation, la stratégie que je veux mettre en œuvre consiste à créer un axe intégré entre l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe.

Axe dont les pays du Maghreb sont évidemment nos partenaires privilégiés, comme j'ai voulu le montrer lors de ma visite au Maroc et dans les échanges réguliers avec l'Algérie, comme la Tunisie. Nous devons arrimer ensemble, enfin, les continents européens et africains, à travers la Méditerranée, le Maghreb restera pour cela une priorité centrale pour la France, dans tous les domaines de notre coopération, qu'elle soit économique, politique, mais également culturelle.

Les routes de la nécessité, qui déplacent tant d'Africains, qui font que, aujourd'hui, le désert en Afrique et la Méditerranée sont devenus les cimetières de millions d'Africains, laissés au dénuement et à la manipulation de ces réseaux de trafiquants que j'évoquais tout à l'heure, ces routes de la nécessité doivent devenir des chemins de la liberté, unissant l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique.

Car c'est en Afrique que se joue largement l'avenir du monde. La France ne saurait être ce pays postcolonial hésitant entre un magistère politique affaibli et une repentance malsaine, les pays d'Afrique seront nos grands partenaires. Et nous devons continuer à apprendre d'eux, comme ils peuvent apprendre de nous. Pour nourrir cet échange, je mettrai en place dans les prochaines semaines un Conseil présidentiel pour l'Afrique ; structure inédite, tournée vers les attentes de nos jeunes.

Ce Conseil transformera la gouvernance de la politique africaine en réunissant auprès de moi un groupe de personnalités engagées et issues de la société civile, l'Afrique l'illustre parfaitement, une politique étrangère désireuse de rétablir la sécurité doit activer trois grands leviers, presque concomitamment, ces leviers sont ce que j'appelle en quelque sorte les trois D, Défense, Développement et Diplomatie.

Le Sahel est un excellent exemple de cette combinaison des leviers d'action, mais cela vaut partout. La Défense d'abord, j'ai commencé à l'évoquer, et nous pouvons et nous devons être fiers de nos armées, auxquelles j'ai réservé l'un de mes premiers déplacements à l'étranger, en rendant visite à nos forces à Gao.

Mon ambition est que, en qualité, en capacité de déploiement, en réactivité, nos armées s'affirment, y compris dans la nouvelle dimension cyber, parmi les toutes premières au monde, la première en Europe, qui protège la France, mais aussi notre continent.

C'est la raison pour laquelle j'ai affirmé l'engagement de porter l'effort de défense de notre pays à 2 % du produit intérieur brut, en 2025, avec, dès 2018, une augmentation de plus d'un milliard et demi d'euros. Mais notre sécurité ne se réduit pas à l'action de nos armées, quelles que soient leur valeur, nos opérations militaires ne seront pleinement efficaces que si elles s'inscrivent dans une approche globale, et je tiens à ce que l'apport de l'outil diplomatique et sa contribution aux cinq grandes fonctions stratégiques de notre Livre Blanc de 2013 soient bien pris en compte par l'exercice en cours de revue stratégique et de défense de sécurité nationale que supervise madame la ministre des **Armées**.

Je souhaite par ailleurs que la composante bilatérale de notre aide au développement retrouve, dans les années qui viennent, une part plus importante. L'Education sera la priorité, car il faut donner une alternative au fondamentalisme et à l'obscurantisme, le rôle des femmes, la lutte contre les dérèglements du climat et l'accès à une énergie décarbonée, l'éradication des pandémies, dont le VIH Sida, qui continue de constituer une grave menace sur le continent africain, malgré les grands progrès réalisés, constitueront les autres priorités de ce partenariat renouvelé...

La France ne saura faire valoir ses priorités qu'à travers une indépendance sans arrogance, mais assumée. Cela exige d'abord que nous soyons pleinement présents et actifs dans les instances multilatérales, au premier rang desquels, bien évidemment, l'ONU.

Ce n'est pas un hasard si le secrétaire général des Nations Unies a été mon premier visiteur international à Paris. Je n'oublie pas que notre pays appartient à tous les cercles importants de ces institutions et a l'honneur d'accueillir plusieurs sur son sol, l'OCDE, l'Organisation Internationale de la Francophonie, le Conseil de l'Europe, l'UNESCO, dont les missions sont fondamentales à mes yeux, et à la direction de laquelle je soutiens la candidate française...

Vous le voyez bien, l'indépendance, dont il est ici question, n'est pas celle des souverainistes se réfugiant derrière des frontières qu'ils espèrent hermétiques, c'est celle qui permet de faire entendre à la France sa voix, de faire valoir ses intérêts sur la scène internationale, celle qui permet d'influencer le cours du monde au lieu d'en être l'otage. Celle, enfin, qui permet de n'être pas l'obligée des hyper puissances, mais leur interlocuteur, c'est pourquoi le multilatéralisme est, à mes yeux, un des instruments de notre indépendance. Cette indépendance, c'est une souveraineté ouverte sur le monde, et cette souveraineté exige, cependant, d'être portée collectivement, quand les enjeux excèdent le cadre national.

Pour la France, le lieu où construire les outils de notre puissance et apporter la juste réponse aux défis qui se présentent, le lieu de notre souveraineté aujourd'hui c'est l'Europe...

J'en appelle à vous pour les accompagner et pour développer le réseau des volontaires internationaux, outil remarquable pour l'insertion professionnelle et l'ouverture internationale des jeunes Français dont il faut élargir le vivier. Vous devez contribuer aussi à attirer de nouveaux investissements en France, créateurs d'emplois et de valeurs. Le Brexit, à cet égard, est une opportunité. Les stratégies industrielles et financières adoptées par les grands fonds souverains sont également une réalité fortement inscrite dans le paysage de cette diplomatie économique.

Je vous demande de prendre des initiatives pour attirer des nouveaux talents vers notre pays en utilisant les programmes, par exemple le programme French Tech Ticket, en proposant de nouveaux mécanismes incitatifs, en adaptant nos dispositifs de délivrance de visas et en s'appuyant sur nos priorités, en particulier la lutte contre le réchauffement climatique, l'excellence universitaire que nous devons déployer et que nous voulons déployer...

Un autre aspect essentiel de notre attractivité, c'est la diplomatie étudiante. La France accueille 300 000 étudiants étrangers chaque année dans nos universités et grandes écoles ; ce n'est pas assez. Ce nombre est stable alors que la mobilité étudiante dans le monde a augmenté de 25 % depuis cinq ans. Les Etats-Unis

continuent d'attirer de plus en plus d'étudiants, le Royaume-Uni aussi mais pas la France qui a été doublée l'année dernière par l'Australie.

Cela requiert de notre part une stratégie plus résolue pour constituer en France de grandes universités visibles à l'international. Ce sera le défi dès le secondaire du ministre de l'Education nationale et de la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'innovation, de construire ces éléments de réussite. Ce qui est bon pour la France, les jeunes et les étudiants français, est bon pour son attractivité internationale et c'est l'étape indispensable que le gouvernement est en train de relever.

Mais notre stratégie d'accueil doit aussi être plus offensive et plus intégrée. De la réforme des universités à la demande de visa dans les espaces Campus France que vous animez, de l'accueil simplifié en France à la signature de nouveaux accords de coopération universitaire dans vos pays de résidence, tous les efforts doivent aller dans le même sens.

Les pays de l'espace francophone doivent envoyer davantage d'étudiants en France, en particulier au niveau master et doctorat comme sait le faire par exemple l'Amérique latine. Je souhaite que nous nous appuyons davantage sur le réseau des lycées français à l'étranger et que nous puissions créer davantage de bourses d'attractivité pour les meilleurs étudiants, et que nous en devenions leaders en Europe sur le marché justement du numérique diplômant.

Cette diplomatie de l'attractivité, elle doit aussi pouvoir s'appuyer - et je sais que vous le faites déjà - sur les Français de l'étranger. Les Français de l'étranger ont cette chance de pouvoir chaque jour comparer leur patrie à leur pays d'accueil. Ils aperçoivent nos faiblesses mais souvent voient mieux que d'autres les forces que nous n'exploitons pas assez.

Ils ont cette volonté de s'engager davantage encore dans le redressement de la France, dans son attractivité, dans les liens économiques, culturels, éducatifs, linguistiques que nous pouvons développer dans chacun de ces pays. Je connais leurs préoccupations s'agissant, par exemple, de la scolarisation de leurs enfants. Les crédits de l'AEFE seront préservés à partir de 2018. Je sais, Monsieur le ministre, que vous y êtes particulièrement attaché...

Parmi les facteurs d'attractivité, je souhaite que la langue française retrouve sa place. Elle doit faire l'objet de toute votre attention diplomatique. Nous nous abritons derrière de grands chiffres, derrière les 300 millions de locuteurs francophones dans le monde, notamment grâce à l'Afrique, avec des projections très optimistes pour 2050.

Mais cela ne doit pas cacher des réalités beaucoup plus contrastées, voire préoccupantes, là aussi, ne soyons plus défensifs. Notre francophonie est une chance formidable, elle est portée sur tous les continents, elle est portée par la France au premier chef, et l'emprise de la France sur tous les continents, grâce à sa présence ultramarine, et je veux, dans ce cadre, entre autres, que nos territoires d'outre-mer soient un élément de notre rayonnement et de notre développement.

Mais elle est portée par toutes les communautés francophones qui, sur tous les continents, sont détentrices de cette vitalité, la promotion de la langue française doit donc passer par un dispositif que nous avons à réorganiser et à développer, notre dispositif audiovisuel, France Médias Monde et TV5 Monde, par les Alliances françaises, et même si je sais ou je crois savoir que cela a déjà été dit souvent, je souhaite mener à bien le rapprochement entre l'Institut français et la Fondation Alliance Française, par les outils numériques, par la Francophonie

économique, en lien avec le secteur privé, par l'introduction des méthodes actives d'apprentissage, dans les systèmes éducatifs de nos partenaires.

Elle doit se démultiplier par l'action culturelle, par le cinéma, la pratique artistique et la lecture, notamment vers le jeune public, il est, à ce titre, important cette année que la France soit l'invitée d'honneur du Salon du livre, de la Foire du livre, pardon, de Francfort, à laquelle je me rendrai ; mais ce sont ce genre d'initiatives que nous devons continuer à développer. La francophonie, ce n'est pas un sujet de distraction qui viendrait s'ajouter au reste. C'est au cœur du combat que nous avons à livrer sur tous les continents, celui de la défense de nos valeurs, celui de notre objectif de développement, de la défense des biens communs, que j'évoquais tout à l'heure.

Et chacun d'entre vous le sait, lorsqu'il croise un responsable économique ou politique étranger, qui a appris le français dans un de nos lycées, qui a fait l'objet d'un de nos échanges universitaires, économiques ou culturels, il y a quelque chose qui nous relie, il y a, à ce moment-là, un fil, même ténu, qu'on peut tirer dans les pires circonstances et qui permet de redresser une situation, qui permet de ramener au sens commun, à la sécurité, à la stabilité, tout se tient, et ceux qui pensent qu'on pourrait négliger la francophonie comme un accessoire se trompent, nous en avons hérité, donc nous pensons que nous pouvons l'oublier, nous devons la développer plus encore, parce qu'elle est un outil de cette attractivité et de cette influence, et de notre capacité à porter partout notre message ; c'est pourquoi, je réunirai en début d'année prochaine des intellectuels, universitaires, artistes, entreprises, engagés pour renforcer la place de notre langue dans le monde.

Nos objectifs doivent être ambitieux et je présenterai en 2018, dès le premier semestre, un plan d'ensemble pour la promotion de la langue française et du plurilinguisme dans le monde, en lien avec l'Organisation Internationale de la Francophonie et ses pays membres, c'est grâce à cette force collective que, précisément, aussi, nous pouvons attirer des événements mondiaux, comme, je l'espère, l'Exposition universelle, ou réussir dans un autre domaine fondamental pour la France, celui du sport, comme nous le verrons dans quelques jours, pour la candidature de la France aux Jeux olympiques de 2024, parce que c'est là aussi un élément de notre attractivité, de notre crédibilité, de notre force, de cette fierté française qui aide à rayonner et à porter l'ensemble de nos valeurs et de nos priorités. »